

COMISSÃO DA CEDEAO
COMMUNIDADE DOS ESTADOS DA AFRICA DO OESTE

ECOWAS COMMISSION
ECONOMIC COMMUNITY OF WEST AFRICAN STATES



COMMISSION DE LA CEDEAO
COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE DES ETATS DE
L'AFRIQUE DE L'OUEST

**COMMUNIQUE DE LA MISSION D'ÉVALUATION DE LA CEDEAO PAR
RAPPORT A LA TRANSITION EN COURS AU MALI**

Commission de la CEDEAO
Bamako, 12 janvier 2021

Version VF

A handwritten signature in blue ink, appearing to be the initials "JA", is located in the bottom right corner of the page.

1. Conformément au Protocole A/SP1/12/01 du 21 décembre 2001 de la CEDEAO sur la Démocratie et la Bonne Gouvernance et des recommandations de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Commission Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) sur la situation au Mali, une mission de haut niveau, conduite par **S.E. GOODLUCK EBELE JONATHAN**, Envoyé Spécial et Médiateur de la CEDEAO au Mali, ancien Président de la République Fédérale du Nigéria, a séjourné au Mali du 11 au 12 janvier 2021.
2. La délégation du Médiateur de la CEDEAO était composée de SEM Jean-Claude Kassi BROU, Président de la Commission de la CEDEAO, le Général Francis A. BEHANZIN, Commissaire aux Affaires politiques, Paix et Sécurité de la CEDEAO. Ont également participé à cette mission, Mahamat Saleh ANNADIF, Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies au Mali, Chef de la MINUSMA, Monsieur Fulgence ZENETH, Haut Représentant de l'Union africaine pour le Mali et le Sahel par intérim, le Professeur Hamidou BOLY, Représentant Résident du Président de la Commission de la CEDEAO au Mali, M. Desmond AGYEMANG-SAAH, Chef de la Chancellerie, Ministre Conseiller de l'Ambassade du Ghana au Mali et Madame Sarah Bukar-Godwin, Chargée d'Affaires a.i de l'Ambassade de la République fédérale du Nigéria.
3. La Mission a rendu une visite à S.E.M. Bah N'DAW, Président de la transition, Chef de l'Etat, au Vice-président de la transition, au Premier ministre, Chef du Gouvernement et au Président du Conseil National de la Transition. La Mission a eu des consultations avec les parties prenantes, le corps diplomatique, les Présidents de la Délégation Générale aux Elections et de la Commission Electorale Nationale Indépendante.
4. A l'issue de ces différentes rencontres, et tout en notant l'insuffisance des consultations relevés par de nombreux acteurs, la mission a noté des avancées relatives à la mise en place des organes de la transition et la nomination de tous les responsables des différents organes de la transition notamment, le Président, le Vice-Président, le Premier

Ministre, et le Président du Conseil National de la Transition. La mission a également salué la nomination des membres du Gouvernement et du Conseil National de la Transition. Suite à la mise en place des organes de la transition, le CNSP devrait être formellement dissout.

5. La mission a également pris note des efforts que déploie le Gouvernement sur le plan sécuritaire malgré les défis importants qui restent à relever.
6. La Mission a encouragé le Gouvernement de la transition à finaliser et communiquer sur une feuille de route assortie d'un plan d'action indiquant les différentes activités à réaliser tout en étant respectueux de la période de la transition fixée à 18 mois.
7. La Médiation a insisté sur la nécessité de renforcer les concertations à travers un dialogue plus ouvert à l'ensemble des parties prenantes pour assurer un processus de Transition inclusif. Cela permettra une plus grande appropriation interne des différentes décisions relatives à la transition, en particulier l'élaboration des textes fondamentaux.
8. Le processus de transition devant déboucher sur des élections crédibles et transparentes, la mission encourage les Autorités à prendre en compte, dans la mesure du possible, les résolutions et recommandations issues du Dialogue national inclusif, notamment en matière de gestion des élections.
9. Sur le front social, la Mission invite les Autorités de la Transition et les acteurs sociaux au dialogue afin d'arriver à des solutions qui préservent les intérêts du Mali.
10. Par ailleurs, la délégation s'inquiète des interpellations récentes liées à une tentative présumée de déstabilisation et d'atteinte à la sureté de l'Etat. Elle invite au respect des procédures légales en vigueur en toute transparence, dans le respect des droits humains.
11. La Mission remercie les partenaires techniques et financiers pour leurs soutiens au peuple malien et les encourage à continuer à soutenir les institutions de la Transition.

12- Enfin, elle réitère la solidarité de la CEDEAO au Gouvernement et au peuple malien et exprime sa volonté de les soutenir dans le processus devant conduire à une Transition réussie.

Fait à Bamako, le 12 janvier 2021

La Mission de Médiation de la CEDEAO

